



Paul Chartrand

générée entraîne l'émergence de structures de sécurité parallèles qui minent l'autorité de l'État. Le pouvoir social est redistribué, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur divers protagonistes – toxicomanes, mais aussi États corrompus par des groupes tels que les « bandes de motards » ou guerilleros en Amérique latine. Le Canada joue un rôle important dans le trafic de stupéfiants sur le continent. Bien que la chose soit mieux occultée qu'au Mexique ou qu'en Colombie, le Canada est un consommateur, producteur et distributeur de drogues illicites. Cette situation a de graves conséquences, sanitaires, entre autres. Le trafic de stupéfiants dans l'hémisphère menace également l'investissement canadien à l'étranger. Par conséquent, il paraît nécessaire d'élaborer des options en matières de politique étrangère pour s'attaquer au problème. La légalisation des drogues pourrait s'avérer une solution viable sur le long terme, selon Rochlin. Il propose en outre au Canada plusieurs autres options pour le court ou le moyen terme, notamment au niveau de la politique à l'égard du Mexique et de la Colombie.

En outre, beaucoup ont suggéré que le Canada devrait assumer un rôle de premier plan dans les efforts visant à s'assurer que le processus de négociation du libre-échange est ouvert, transparent et, au plan politique, qu'il maximise l'implication de la société civile et contribue à faire avancer la démocratisation du continent. D'autres ont mis le gouvernement canadien au défi de prendre l'initiative d'encourager les pays du G-8 à radier la dette étrangère des pays les plus pauvres. Le gouvernement devrait collaborer avec les institutions financières internationales (IFI) en vue de mettre sur pied des programmes de financement et de développement qui soient socialement équitables et qui profitent à la majorité des populations. Le Canada devrait prendre l'initiative d'assurer que le fonctionnement des IFI est plus transparent, ouvert et responsable. De plus, des mesures devraient être prises pour promouvoir l'idée d'un « impôt Tobin » pour compenser les effets négatifs de la spéculation sur les devises sur les pauvres de la région. Le Canada pourrait aussi mettre son savoir-faire au service de l'intégration des personnes handicapées dans les structures économiques d'Amérique latine. L'administration publique est un autre domaine où l'expertise canadienne pourrait s'avérer utile.